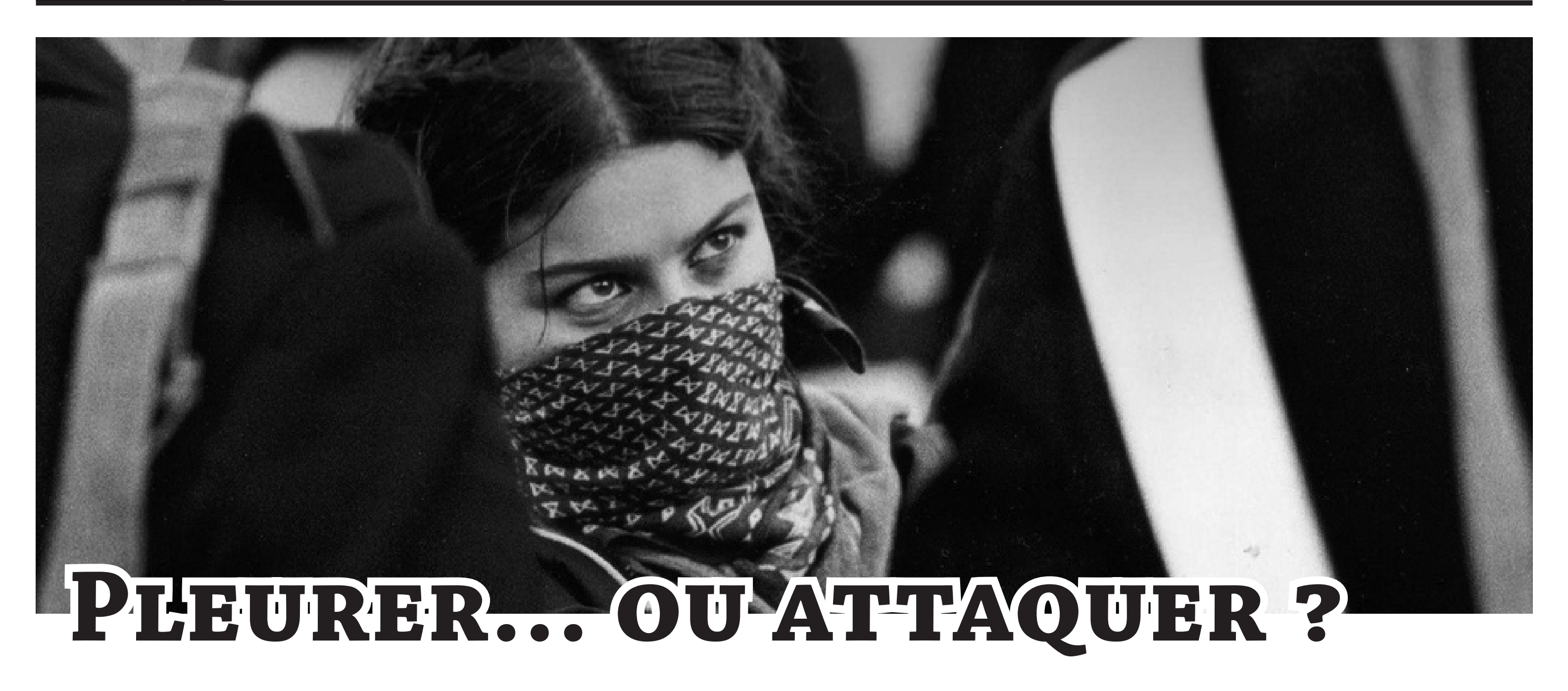
hors service

nr. 22

31 octobre 2011
journal anarchiste



Pleurer... ou attaquer ?

L'air s'humidifie de larmes. Des larmes versées pour un emploi perdu, pour une allocation menacée par les mesures d'austérité, pour une survie toujours plus difficile, pour un loyer devenu impayable, pour une existence rapidement en train de se détériorer. Plus personne n'en doute: le monde qu'on a connu et tel que le pouvoir nous l'a présenté, est en rapide transformation, ou, si on veut, en décomposition. Les certitudes d'il y a quelques années ne sont plus, les illusions d'obtenir quelques miettes en échange d'une résignation et d'une acceptation du monde tel quel s'évaporent, la concertation sociale qui nous tenait peut-être à l'abri d'une existence trop rude et d'une conflictualité plus ouverte exhale son dernier souffle de vie.

Beaucoup de raisons donc pour pleurer, comme trop d'exploités et d'opprimés ont fait au cours de l'histoire. Beaucoup de raisons pour s'attacher quand-même, malgré tout et peut-être sans trop y croire, à la politique, à faire confiance à la démocratie, aux institutions et ainsi assurer au pouvoir la perpétuation qu'il veut à tout prix. Beaucoup de raisons pour une fois de plus, adhérer aux syndicats afin qu'ils négocient quelque chose en notre faveur en échange de beaucoup en leur faveur; se joindre aux mouvements de contestations citoyens, pacifiés et policés comme par exemple ces fameux «indignés»; ou encore se replier dans une quelconque identité préfabriqué dans les laboratoires de la servitude pour se tenir à l'abri de la tempête. Beaucoup de raisons pour se laisser enrégimenter et accompagner, sans jamais changer quoi que se soit, sans jamais remettre en question les fondements de ce monde, les transformations mises en œuvre par le pouvoir et le capital.

Il y en aura beaucoup qui se mettront à pleurer. Cependant, notre lutte ne vise pas à venir à leur secours pour les consoler, mais se déploie carrément sur un autre terrain: le terrain de l'offensive et de l'attaque, peut-être brutal et violent, mais subversif, dans le sens où nous voulons toucher aux fondements de ce monde et les changer radicalement. Que ceux qui ne veulent plus entendre parler de la politique, des syndicats, des partis, des associations citoyennes, de défilés pacifiques, de grèves dirigées d'en haut, se retrouvent, se reconnaissent réciproquement dans les révoltes en cours. Pas pour s'unir, pas pour devenir une armée ou une structure disciplinée, mais pour se soutenir les uns les autres, continuer les attaques diffuses et disparates contre le système, en choisissant, chacun et chacune, ses armes et les terrains où frapper la domination. Incontrôlables comme tous ceux qui désirent la vraie liberté et pas celle des droits et des devoirs; qui désirent la vraie vie et pas une existence réduite à la survie, au travail et à la consommation de merde; qui portent un nouveau monde dans leurs cœurs et ne seront jamais prêts à céder le moindre pas là-dessus, ni face aux flics, ni face aux juges, ni face aux citoyens, ni face aux technocrates, ni face à l'appât du gain.

Dans la tempête sociale à venir, nous serons l'ombre qui est partout et qui dans la nuit des temps allumera les torches de la liberté, contre toute autorité, contre tout pouvoir.

Quand les bouffeurs de trousseau revendiquent leurs droits...

Gardien *m. : flic raté, bouffeur de trousseau, tortionnaire, salace de pouvoir, abruti total etc.*

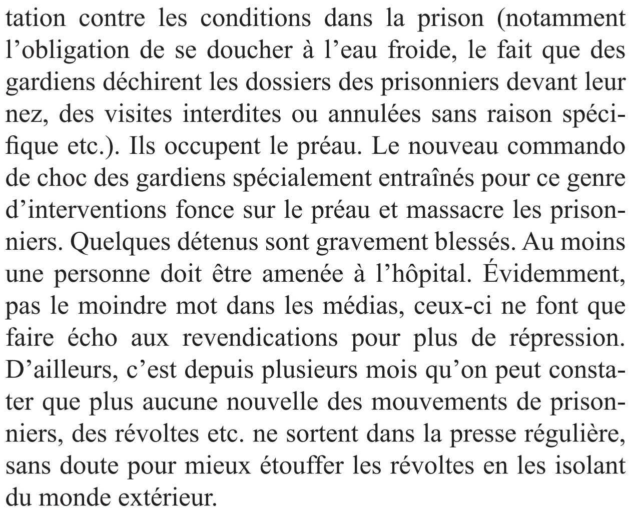
Le seul syndicat en Belgique qui n'abandonne jamais sans avoir obtenu un compromis à la table des négociations est certainement le syndicat des gardiens. Il reste toujours debout, il mène des actions, il est toujours prêt à revendiquer plus de fric et moins de pression au travail, il obtient plus de journées de grèves payées que de journées de travail et manque rarement d'avoir ce qu'il demande. Un exemple pour le prolétaire enragé ? Nullement. Car les rêves du syndicat des gardiens sont nos cauchemars. Quand des gardiens font grève, c'est toujours à nous d'en payer les frais.

Une grève des gardiens signifie 24h sur 24 enfermé en cellule. Pas de douches, ni de promenades, ni d'activités, ni de visites, ni d'acquittements potentiels. Lors de leurs grèves, la police reprend le contrôle de la prison avec le seule langage qu'elle connaît : le langage de la matraque et des menottes. En 2010, on dénombre 106 journées de grève, c'est-à-dire presque 1 jour sur 3. Pendant ces grèves, 3250 policiers locaux et 2254 policiers fédéraux ont été déployés dans les prisons. Et quand la police menace aussi de faire grève car elle en a marre de devoir reprendre le boulot des gardiens, la grève se transforme en « service minimum » : ce qui, pour les prisonniers, signifie exactement la même chose : ni douches, ni promenades, ni activités, ni visites.

Les derniers mois, quand les gardiens de Saint-Gilles revendiquaient leurs droits, ça voulait dire :

- que c'est à eux de décider quels prisonniers sont transférés et sous quelles conditions
- que la prison dispose d'une cellule d'isolement spéciale
- qu'un groupe de gardiens soit spécialement entraîné pour tabasser des prisonniers
- que le régime et le règlement soient adaptés à leur gré ; ce qui revient à moins d'espace de manœuvre pour les prisonniers, plus pour les gardiens
- augmentation du nombre de gardiens pour mieux pouvoir rabaisser les détenus, étouffer la révolte et la désobéissance et augmenter de manière générale la répression.
- 5 équipements supplémentaires : des boucliers, casques, matraques, tasers, lacrymogènes et évidemment la permission de s'en servir.

Les gardiens ont tout obtenu.



Début octobre, quelques prisonniers ont fait un mouvement de protestation contre les conditions dans la prison (notamment l'obligation de se doucher à l'eau froide, le fait que des gardiens déchirent les dossiers des prisonniers devant leur nez, des visites interdites ou annulées sans raison spécifique etc.). Ils occupent le préau. Le nouveau commando de choc des gardiens spécialement entraînés pour ce genre d'interventions fonce sur le préau et massacre les prisonniers. Quelques détenus sont gravement blessés. Au moins une personne doit être amenée à l'hôpital. Évidemment, pas le moindre mot dans les médias, ceux-ci ne font que faire écho aux revendications pour plus de répression. D'ailleurs, c'est depuis plusieurs mois qu'on peut constater que plus aucune nouvelle des mouvements de prisonniers, des révoltes etc. ne sortent dans la presse régulière, sans doute pour mieux étouffer les révoltes en les isolant du monde extérieur.

Mais ne nous comprenez pas de travers : nous soutenons la cessation du boulot de gardien à 100 %. Qu'ils cessent d'être des bourreaux. Qu'ils cessent d'être des gardiens parce qu'il n'y aurait plus de prisons du tout. Voilà une revendication, voilà une grève totale que nous soutiendrons entièrement.





Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de *mauvaises intentions* – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

Tension à Anderlecht • Depuis un grand contrôle de la police fédérale au début du mois d'octobre contre la criminalité, les tensions dans les quartiers d'Anderlecht se sont aggravées. Même si la police refuse de donner des commentaires et pousse les journalistes à ne surtout pas parler de tout ce qui pourrait encourager la révolte, quelques signes du désordre sont quand-même arrivés aux oreilles: le commissariat central de la rue Démosthène, ouvert 24h sur 24, a été criblé de balles de plombs (une bonne vingtaine de vitres cassés), un autre commissariat a été caillassé. On parle aussi d'une grenade qui a explosé contre la façade d'un concessionaire/garage. Par ailleurs, un petit incendie s'est déclaré dans le sous-sol du Palais de Justice de Bruxelles, juste avant l'ouverture des séances. Les pompiers ont rapidement maîtrisé ce feu en-dessous du cul des juges.

Schools are prisons... and prisons burn



C'est la rentrée scolaire. Une nouvelle année de soumission et d'humiliations nous attend. Pendant ces deux derniers mois de « temps libre », on a pu se reposer à tel point qu'un grand nombre d'entre nous commence déjà à s'ennuyer. Est-ce peut-être parce que l'école ne nous enferme pas seulement physiquement mais aussi psychiquement? C'est-à-dire qu'elle nous dérobe de notre possibilité de décider pour nous-mêmes sans l'influence d'un prof ou d'une autre autorité.
Et utilisons dès le début les bons mots ici ; l'école est une prison et rien d'autre. Je définie le terme de prison comme un lieu ou une institution qui nous enferme, afin de maintenir, d'une façon ou d'une autre, cet ordre social. Le travail, les écoles, les « hôpitaux » psychiatriques, les appartements entassés, les centres de rétention, les pénitenciers. Les fonctions des prisons varient, mais leur racine reste la même – garantir le bon fonctionnement de cette société basée sur l'oppression et l'exploitation.

Parlons ici donc de l'école, un sujet qui est, selon moi, trop souvent négligée dans la lutte contre toute domination. L'école est purement autoritaire. Le prof a le pouvoir total ; pendant que lui il parle, tout le monde doit se taire. On doit lui demander une permission pour les choses les plus banales ; aller aux toilettes, parler, se lever ou boire de l'eau. Le prof peut tout interdire selon son humeur, sans même devoir expliquer sa décision. Toute violation sera puni. Les caméras de surveillance deviennent la normalité. Paradoxe si on se souvient que c'est ainsi qu'ils veulent faire de nous des individus capables d'agir de façon autonome.

Ce stricte règlement est bien visible et par conséquent souvent critiqué, notamment par toutes sortes de personnes se disant de gauche. Mais après avoir passé des années et des années dans cette prison, il devient difficile de dépasser ce cadre étriqué, de remettre l'école en soi en question. Il ne s'agit là donc pas de détruire la prison qu'est l'école mais plutôt de la « démocratiser » ou de la rendre un peu plus supportable. Ceci n'est qu'un pas de plus vers la perfection du système éducatif et bien loin de ce que nous désirons. Ces critiques semblent d'ailleurs tous ignorer un point primordial; l'école n'est pas une institution isolée, mais elle fait bien partie d'un contexte sociale. Et c'est exactement là que nous, en tant qu'anarchistes, pouvons intervenir.

L'école fait partie du monde capitaliste et y prend un rôle décisif ; l'école a pour but de préparer les plus jeunes de cette société pour le « marché du travail ». Les valeurs propagées à l'école sont, entre autres, l'obéissance, l'ambition du travail et la compétition. L'école nous mène tout droit vers les usines, les bureaux et le chômage, mais en aucun cas vers notre liberté. Si nous luttons contre le capitalisme, nous devons rejeter les écoles avec la même rage que nous rejetons le travail ou toute autre domination sur nos vies.
L'éducation a bien changé pendant le temps, mais son but ultime reste toujours le même ; imposer l'autorité des « adultes » aux « enfants », comme c'était le cas chez les Spartiates dans l'antiquité ou encore au moyen-âge dans des écoles dirigées par l'Église. Les écoles n'ont pas été inventées pour « notre propre bien », mais bien pour nous domestiquer et faire de nous des roues dans un système complexe et aliénable. Ainsi, les écoles, n'étant qu'un outil du pouvoir, sont à détruire sans pitié.

Différentes formes d'attaques contre ces prisons sont à l'ordre du jour, mais trop souvent estampillées comme « violence gratuite » commise par des jeunes délinquants. Cette diffamation n'est qu'une tentative désespérée d'isoler les révoltés contre les écoles. En affirmant hautement notre complicité avec ces enragés, nous pouvons briser le silence qui accompagne ce « vandalisme ». Casser des vitres, agresser les profs ou détruire le mobilier sont des actes d'individus que l'État n'a pas encore pu transformer en êtres dociles. Opposons décidément la séparation trompeuse entre le « politique » et le « social » pour enfin regagner nos vies. Ce n'est pas un hasard que les écoles sont parmi les cibles premières dans toute révolte sociale. Dépassons toutes les limites que cette société nous impose. Ce qui nous pousse à attaquer les écoles - et toutes les autres prisons - est notre passion pour la liberté qui s'étend à l'infini.

Pour que la prochaine alerte au feu soit plus que juste une mesure préventive...

Comme le disait déjà le texte à côté, les attaques et les sabotages contre l'école ne sont pas rares. Pour donner un petit aperçu de l'ampleur de ce phénomène liberatoire, nous avons recueilli quelques gestes de ces dernières semaines.

SAINT-GILLES - Après que la direction ait ordonnée une fouille des dizaines d'élèves pour retrouver des objets volés, de nombreux élèves se révoltent. Ils refusent de retourner en cours, occupent la cour de récréation et commençent à saccager les bâtiments de l'école. Enfin, la direction fait intervenir la police pour rétablir l'ordre et l'obéissance. Quelques jours plus tard, une autre école dans le même quartier, près de la place Bétlehem, subit un saccage nocturne. Tout le matériel qui valait quelque chose a été dérobé, tandis que les bureaux et les classes ont été systématiquement saccagés. La direction parle d'une "acte de vengeance pour la fouille et l'intervention policière". Les cours sont suspendus pour au moins quelques semaines.

CHARLEROI - Pendant la nuit, le feu est bouté à une annexe de l'école téchnique. L'intervention des pompiers empêche une propagation vers les autres bâtiments de l'école.

MARCHES - Pendant la nuit, des inconnus incendient les poubelles sur la cour de l'Athenée. Le feu se propage et détruit une bonne partie des bâtiments. Les cours sont suspendus pour une durée indéterminée.

HUY - Même chose qu'à Marches, sauf que le feu des poubelles incendiées ne se propagent malheureusement pas vers les bâtiments de l'école sécondaire.

JAMBES - Lundi, quelques heures avant l'arrivée des élèves, un incendie ravage le bâtiment de l'Internat et endommage quelques classes. Les cours sont suspendus.



Pour en finir avec le nationalisme

Les temps où face aux Etats et aux frontières, naissait le rêve de la fraternité de l'humanité entière et que « notre pays » était le monde entier, semblent désormais révolues. Aujourd'hui, face à un monde de changements rapides qui font peur, on assiste à une recrudescence de toutes les formes possibles de nationalismes. Mais comment définir ces formes, comment définir l'essence du nationalisme qui semble entraîner toujours plus de monde ?

Tout nationalisme commence par une exclusion. Pour définir « une nation », il faut établir des critères pour déterminer qui *n'en fait pas partie*. Ça pourrait être la couleur de peau, l'endroit de naissance, l'identification avec des traditions culturelles, le langage. La nation se définit donc par des choses qui ne dépendent pas de la volonté de chaque individu, même si l'adhésion aux valeurs culturelles de la nation pourrait sembler indiquer le contraire. Dans un monde où personne n'est libre de donner soi-même forme à sa vie et où exprimer son individualité, son unicité, signifie la révolte, les nationalismes prétendent offrir un foyer à ceux qui se sentent perdus, à ceux qui ne s'estiment pas capables ou assez « forts » pour être (et devenir) simplement soi-même.

Mais le nationalisme, en plus du fait qu'il érige des barrières insurmontables entre les hommes (barrières qui ne peuvent mener qu'à l'incompréhension, le mépris, l'exclusion, la guerre et le génocide), réunit des pôles contradictoires et prétend ainsi surmonter les profondes divisions dans la société. Aussi bien le policier que le voleur peuvent adhérer à la même nation, tout comme le riche et le pauvre, l'entrepreneur et le travailleur, le politicien et le sujet. Dans un monde qui est en pleine transformation (ou qui court vers l'abîme, comme disent certains), où les tensions sociales entre ceux d'en haut et ceux d'en bas se font d'avantage sentir au quotidien, où la possibilité d'une explosion sociale menace la stabilité et reconfigure les rapports dans toute la société, dans la politique, dans la gestion des pauvres, ce n'est pas un hasard que de tout côté le nationalisme remonte. Il est identifié par les pouvoirs comme un dénominateur commun qui se révélera bien utile pour canaliser la rage non pas vers les responsables d'un monde pourri, mais vers d'autres pauvres, déshérités, damnés,…

Si le crade nationalisme flamand semble être devenu la force politique principale au nord du pays, soutenu non seulement par la caste dirigeante mais aussi par d'assez larges couches de la population, cette évolution ne saurait pas nous faire oublier qu'il n'y a pas que ça. Le retour en force du nationalisme se montre par exemple aussi maintenant en Libye, où au moins une partie des insurgés s'est mis à chasser ou enfermer les esclaves de Kadhafi (surtout des noirs venus du sud du Sahara). Partout où un drapeau national est hissé, des fils barbelés, des postes-frontières et des camps d'internement apparaissent. C'est inévitable, c'est dans l'essence même de tout nationalisme, même soi-disant « de gauche ».

Et qu'en est-il de l'identification identitaire ici à Bruxelles ? Même si elle ne prend pas la forme politique du nationalisme, le « communautarisme » est fortement ancré dans la population bruxelloise. Les raisons sont pareilles : le refus du monde actuel se retrouve canalisé vers la glorification d'une appartenance à telle ou telle communauté. Mais ces « communautés » ne sont pas opposées à ce monde, elles en font partie et aussi le fondent, tout comme le capitalisme, l'étatisme, le racisme. A l'intérieur de chaque communauté basée sur « la nation », les mêmes mécanismes sont reproduits : exclusion des autres, reproduction immuable des valeurs traditionnelles et opprimantes, réunion de ce qui, dans la perspective d'une transformation libertaire du monde, devrait s'opposer.

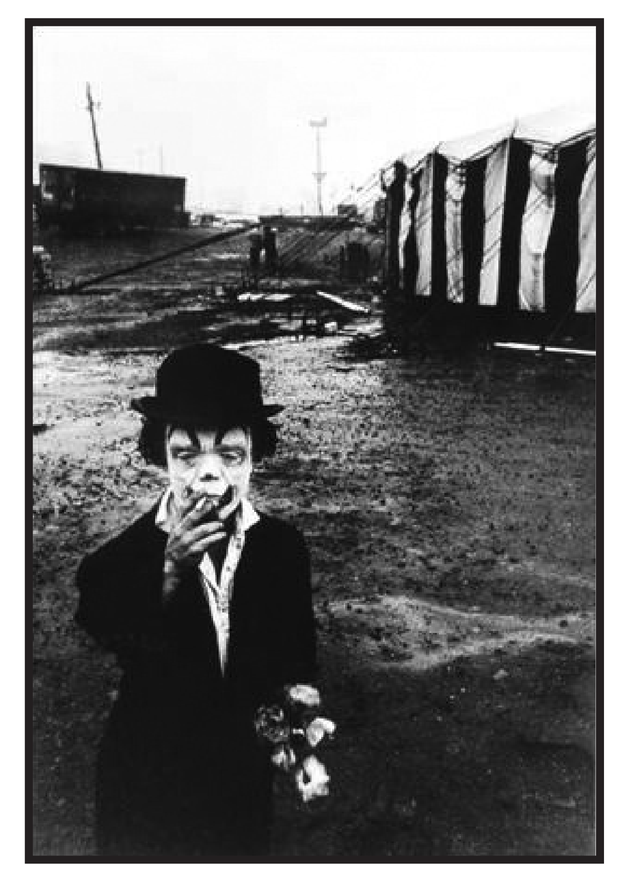
Le seul antidote contre le nationalisme et le communautarisme nous semble être de partir de l'appréciation et de l'affirmation de l'unicité de chaque être humain. Ce n'est que quand l'homme décide enfin de se battre pour, et de donner soi-même forme à une vie libre, qu'il comprend que sa « nation », son « peuple », son « drapeau », son « ethnie » n'étaient que des fausses idées et préjugés pour le faire marcher au pas.



Tache d'huile • Les incendies de voitures, camionnettes, camions et de poubelles font tâche d'huile depuis quelques semaines, surtout dans la région de Charleroi et de Mons. On retiendra par exemple cette nuit où au centre-ville de Charleroi, plus de 50 tas de poubelles ont été incendiés, provoquant des dégâts aux façades des magasins, des commerces et des bâtiments administratifs. Ou encore cette attaque au cocktail Molotov contre des voitures de luxe garés sur le parking du centre commercial. Depuis quelques semaines, on constate en effet chaque nuit des incendies volontaires. La police parle d'une vague de violence aveugle, on y voit plutôt de la révolte qui se déchaîne et cherche à se frayer un chemin. Que chaque incendie devienne une torche de reconnaissance entre les révoltés.



Je crache sur tous les drapeaux !



Je crache sur le drapeau belge. Je crache, car ce drapeau est trempé dans le sang de mes frères et sœurs, du passé et d'aujourd'hui, qui ont été massacrés, torturés, enfermés, affamés, exploités au nom des intérêts de l'Etat belge.

Je crache sur le drapeau flamand, car son nationalisme écœurant me fait vomir. Ce nationalisme qui prône les valeurs de l'Ordre et du Travail, faisant la chasse aux immigrés, aux « déviants », aux rebelles. Qui cherche à enrégimenter tout le monde, riche comme pauvre, patron comme travailleur, bureaucrate comme chômeur, dans une même identité nationale, tous unis contre « les autres », tous pour le Pouvoir de la Nation et la protection de ses Valeurs. Comme le racisme, le nationalisme est l'antidote contre le virus de la bataille sociale, du combat pour l'émancipation et pour la destruction du pouvoir.

Je crache sur le drapeau francophone, car c'est encore un drapeau de la politique. Je crache dessus, parce que je déteste tous les politiciens de toutes les couleurs, tous les patrons, tous les industriels, tous les puissants. Parce qu'entre eux et moi, il ne peut y avoir qu'une lutte à outrance – eux pour se préserver, moi pour détruire leur pouvoir et conquérir la liberté.

Je crache sur tous les drapeaux nationaux, car partout où le drapeau national est hissé, l'oppression est chez elle. C'est le drapeau qui flotte sur les prisons, sur les casernes militaires, sur les commissariats, sur les postes-frontières. Toutes les institutions qui étouffent ma vie et la liberté sont ornées de drapeaux nationaux. Et comme en le voit en Tunisie, Egypte ou Libye: lors des soulèvements, l'apparition du drapeau national est toujours le signe précurseur d'un nouveau régime, d'un nouveau pouvoir, d'une nouvelle exploitation.

Mais **je crache** aussi sur ceux qui courent derrière les drapeaux nationaux. Qui marchent au pas de l'hymne national, qui font la guerre au nom de la nation, qui sont fiers de servir les intérêts de « leur » nation, de « leur » communauté. Je crache sur ces soldats aveugles et obéissants qui protègent les intérêts du pouvoir. Et que les choses soient claires: je m'en fous si ce pouvoir se prétend belge, flamand, marocain, wallon, palestinien, turc, européen, africain ou encore mondial. Je crache sur les drapeaux, car je crache sur tout pouvoir, sur toutes les autorités.

Je crache sur tous les drapeaux, car mon cri de vie, mon cri de révolte, c'est l'anarchie, c'est la liberté qui ne connaît ni loi, ni frontière.

L'iNTeRNaTioNaLe dE lA RéVoLTe

PARIS • Un sabotage anonyme a provoqué une panne de télévision, téléphone et Internet touchant plus de 15 000 clients. Trois cent fibres optiques enterrées à 10 mètres de profondeur ont été retrouvées sectionnées. Ces spéléologues ont en effet bien vu: la dépendance des réseaux informatiques et énergétiques rend le système économique et social très vulnérable aux gestes de ceux qui ne veulent pas que la machine continue à tourner. Ces ruptures et court-circuits de l'ordre social pourraient contribuer à créer l'espace et le temps pour autre chose que le train train quotidien de l'exploitation et de l'autorité. D'autant plus que les câbles se trouvent désormais partout, jamais à l'abri de quelque geste saboteur.

MOSCOU • Depuis quelques temps, certains villes russes voient une recrudescence des actions directes contre le pouvoir. Suite notamment à des attaques incendiaires réalisés par des anarchistes contre des commissariats de police, des bureaux administratifs de l'Etat, des archives judiciaires, quelques compagnons anarchistes ont été arrêtés et torturés par la police. Ils ont été libérés quelques jours plus tard, mais ces arrestations ne sont pas restés sans suite dans la rue: à Moscou notamment, dans un quartier riche, une dizaine de voitures de luxe ont été incendiées, ainsi que deux véhicules de police stationnés devant un commissariat. La solidarité anarchiste n'est certes pas une œuvre caritative, mais justement le renforcement de la volonté de continuer à lutter, à tisser des liens de complicité qui sont la meilleure défense face aux juges et à l'ordre social.

Criminalité, ze-kwa-sa?

La criminalité, c'est un problème. Voilà une vérité aveuglante. Le fameux sentiment d'insécurité en est la conséquence et plus d'agents de police et de contrôle est le remède. Des hordes entières de politiciens fondent leurs campagnes électorales sur cette vérité. Les médias vivent des histoires sensationnelles qu'ils vendent à leurs lecteurs indignés. Les entreprises de sécurité s'en font du fric et sont devenues un des rares secteurs qui continue à croître et à embaucher plus de personnel.

La criminalité, c'est une solution. Voilà un simple constat quand on observe les crimes les plus commentés : braquages, vols, cambriolages. Pour survivre dans cette société, il nous faut des thunes. Et depuis que consommer est assimilé à vivre, même pour *vivre* il nous faut des thunes. Bref, tout a son prix.

La manière permise pour obtenir des thunes n'est pas toujours la plus accessible. Quand par exemple on n'est pas prêt à accepter les humiliations, l'absence de sens, la vie gaspillée, le corps détruit en échange d'un maigre salaire. Ou quand ça ne nous est même pas offert. Alors, il reste toujours la manière non-permise pour arracher quelques thunes.

Les tribunaux anglais qui condamnent aujourd'hui à la chaîne des gens pour avoir participé à des pillages, nous démontrent une fois de plus qu'il ne faut pas disposer d'une quelconque particularité génétique afin d'opter pour la manière *illégale*. De 11 à 59 ans, d'un professeur aux élèves, d'un employé de supermarché (celui-là même qui a été pillé) aux chômeurs, d'un chef de cuisine d'un restaurant aux livreurs de pizzas, des parents et des enfants, des femmes et des hommes et à l'inverse de tous les commentaires racistes, toutes les couleurs de peau étaient présentes. Tous ont profité de l'occasion pour s'approprier directement des choses qui, en d'autres circonstances, leur coûteraient beaucoup trop.

Donc, pour nombreuses personnes, la criminalité peut être une solution. Surtout quand les risques semblent limités, notamment le risque d'être pris et de devoir subir la vengeance de la Loi. Certains font tout pour augmenter ces risques le plus possible.



Car pour certains, la criminalité est un vrai problème. Pour les commerçants qui veulent transformer nos vies en argent. Qui augmenteraient volontiers les prix à l'infini s'ils ne croiraient pas qu'en baissant un peu le prix, ils peuvent vendre plus et donc faire plus de profits. Qui paieraient volontiers les salaires les plus bas possible s'ils ne pensaient pas qu'en payant un peu plus de salaire, on favorisera production et consommation, générant donc plus de profits. Pareil pour l'Etat qui se donne le rôle de protecteur de l'économie, c'est-à-dire, le système où on oblige les gens à vendre leur énergie à des entreprises, pour pouvoir acheter un misérable succédané de la vie (la consommation) avec le salaire. Pour pouvoir imposer ce rôle de dépendance et de soumission, les autres manières pour avoir de l'argent sont déclarées illégales et punies dans les tribunaux de l'Etat.

L'Etat fait de la criminalité un problème. Il prétend nous protéger de la criminalité, alors qu'en vrai, il défend simplement l'économie et ses règles. Il prononce des condamnations morales sur les « bons » et les « méchants », sur les « travailleurs honnêtes » et les « profiteurs ». Il crée le sentiment d'insécurité pour ensuite pouvoir se présenter comme solution. Et pour ceux qui n'avalent pas l'idéologie de l'Etat et du Capital, il y a la loi. Qui ne veut pas entendre, la sentira.

Et donc, la criminalité n'est donc pas uniquement une solution, mais aussi un problème. Nous avons vu entrer en taule beaucoup de personnes. Le contrôle augmente et la répression n'est pas avare dans l'octroi des peines. Les endroits où se trouvent des montagnes de thunes (les quartiers riches, les banques, les grands commerces, les magasins de luxe) sont toujours mieux protégés. Peut-être les émeutes anglaises pourraient fournir un exemple du fait que malgré tout, les mercenaires de l'Etat ne contrôlent pas toujours tout. Et, même face aux techniques de contrôle les plus sophistiquées et une présence massive d'uniformes, un peu de créativité et d'audace peuvent souvent ouvrir de nouvelles possibilités.

La criminalité est aussi un problème quand elle n'est qu'une manière alternative pour quand-même faire partie de l'économie. Quand la criminalité vise uniquement la consommation sans vie. Quand elle copie les rôles de dépendance et de soumission du monde de travail salarié.

La criminalité peut être une solution. La criminalité peut être un problème. Mais par rapport à la police, l'Etat, la Loi et le Capital, on peut être clair : ils sont nos ennemis.

RieN à DeMaNDeR TouT à eXPRoPRieR

Parfois c'est l'ennemi même qui donne des bons conseils. Selon les associations qui défendent les intérêts du commerce, un nouveau phénomène s'est récemment rajouté au simple vol à l'étalage. Vu les nouveaux dispositifs mis en place pour contrer les vols dans les magasins (alarmes, portiques, détectives, caméras, vigiles), certaines personnes ont eu la lumineuse idée d'y aller avec un peu plus de force que d'habitude. En groupe, ils rentrent dans un magasin de leur choix, se servent et sortent tous ensemble, s'en fichant des systèmes antivol et en débordant les vigiles. Même si le vol individuel restera toujours un important instrument à disposition de ceux qui ont autre chose à faire dans leur vie que compter les sous et qui veulent échapper à l'obligation de vendre son énergie pour enrichir un patron, un commerçant, un propriétaire etc., il nous semble que cette gentille pratique du pillage pourrait refaire basculer un peu le rapport de force avec les vigiles souvent trop zélés.

Recension

Les indésirables.

La lutte contre les centres fermés à Lecce (Italie)

215 p., Mutines Séditions, mai 2011, Paris – 8 euro



Ce livre relate la lutte des anarchistes à Lecce (dans le sud de l'Italie) contre le centre fermé pour clandestins (un camp de déportation pour sans-papiers), géré par la fondation religieuse Regina Pacis. Leur textes ont été repris dans ce bouquin, qui les replace dans leur contexte, et donne ainsi un aperçu du conflit contre les gestionnaires et autres collaborateurs de ce camp. Au printemps de 2005, cette prison a été définitivement fermée et un peu plus tard, quelques compagnons ont été incarcérés. Entre temps, cette même fondation a déplacé ses activités « caritatives » en grande partie vers la Moldavie tandis que tous les compagnons anarchistes ont été libérés.

La lutte de ces anarchistes a été une source d'inspiration pour nombreux compagnons ailleurs dans le monde. Il y en aura toujours qui seront surpris de constater qu'une lutte contre une prison peut réellement aboutir à sa fermeture, mais ce n'est pas de cela qu'on voudrait parler ici. Car, comme les compagnons de Lecce le disent eux-mêmes : *la fermeture d'un seul camp ne change absolument rien à comment fonctionne le monde*.

Et cette phrase touche à la première raison pour laquelle nous conseillons ce livre : la lutte contre le centre fermé à Lecce n'est jamais resté bloquée dans sa spécificité, mais touchait à chaque fois d'autres aspects de l'oppression, en reposant en permanence les questions fondamentales du pourquoi le monde tourne comme il tourne. Cette lutte concerne les prisons, mais en même temps la guerre, la pauvreté et l'hypocrisie religieuse. Elle a rendu clair qu'il y a des responsables de l'état des choses, et qu'un peu d'imagination suffit pour pouvoir les frapper de beaucoup de manières différentes.

Ainsi on arrive au deuxième point qui nous semble important à souligner. La lutte à Lecce en est certes une pour puiser de l'inspiration et de la force, mais pas non plus une lutte à copier, à plagier. Cette lutte était justement intéressante parce qu'elle réussissait à se placer carrément dans le contexte spécifique (dans le sud de l'Italie, où l'église catholique a encore beaucoup de pouvoir, où il y a des petits villages où tout le monde se croise et se connaît et où, sur les côtes, pleins d'immigrés arrivent à travers la Méditerranée) et à agir dans ce contexte. Ainsi, les anarchistes allaient aux fêtes des villages pour distribuer des tracts contre un médecin, habitant le village et travaillant dans le camp ; ils perturbaient la messe solennelle de Pâques célébrée par l'archevêque de la Curie de Lecce, également président de la fondation qui gérait le camp. Dans leurs tracts, ils prenaient la défense de quelques attaques anonymes, comme par exemple ce cocktail Molotov jeté contre la maison du prêtre Lodeserto (le directeur du camp) après des tabassages d'immigrés au centre fermé (tabassés aussi par Lodeserto lui-même). Ou quand le portail de la cathédrale de Lecce a été incendié en solidarité avec la lutte contre les camps de déportation.

Dans beaucoup de textes, ces compagnons dénoncent les abus et les exactions à l'intérieur du centre, mais jamais ils n'en restent là. Leur lutte n'a pas été une lutte en solidarité avec des victimes enfermées, mais un combat contre ceux qui s'enrichissent en exploitant la misère des autres. Contre ceux qui font le choix de se faire du fric en exploitant la peur. La solidarité devenait vivante à travers l'action et l'agir. En somme, ce n'était pas une lutte pour la liberté des sans-papiers, mais une lutte pour la liberté de tout le monde. Et ceci, en attaquant directement, à la première personne, tous les responsables et l'autorité.



Bien vu • A Zeebruges, un incendie de câbles a provoqué la paralysie d'une grande partie du trafic naval de ce port pendant plus d'un jour. Le feu a pris dans un tunnel de câbles. La cause reste inconnue, mais cet incendie prouve une fois de plus combien le système économique et l'ordre social dépendent des réseaux énergétiques et informatiques, qui sont d'ailleurs impossible à surveiller entièrement. Ca nous rappelle aussi cet incendie dans une cabine de haute tension qui a plongé le quartier européen, le Parlement européen etc. dans le noir pendant quelques heures, provoquant l'évacuation des eurocrates.





agenda

- Permanences **Acrata -** bibliothèque anarchiste
  Chaque mardi de 16h à 20h
  Chaque jeudi de 17h à 21h
  Chaque samedi de 14h à 18h

32,Rue de la Grande Île, 1000 Bruxelles

Du maïs pour les cochons!

Récit de la manif du 16 octobre devant le 127 bis pour la destruction des centres fermés

Quel plaisir de voir toute cette foule se déverser du train de la minuscule gare de Nossegem! Il faisait beau, on était plein, ça faisait bien longtemps qu'il n'y avait pas eu d'appel autour des centres fermés. Les deux dernières manifs de ce genre avaient laissé un souvenir brûlant. En février, une partie du 127 bis avait brûlé, et un type avait réussi à s'faire la malle dans un viva général. Quelques temps plus tard, à Vottem, les portes avaient été défoncé et une partie de la manif s'était aventuré dans la cour à la recherche d'une ouverture, sans succès. Mais l'événement avait eu le mérite de nous ramener aux réalités matérielles des taules: tout se casse si on en crée les occasions...

[...]

Alors nous voilà, à 150, peut-être bien 200 personnes, des connues, des inconnues, en route vers le 127, avec la samba qui tambourine. Très vite, on prend la route en entier, sans se poser la question, malgré l'ordre premier des escortes policières qui nous avait cadré sur le trottoir. On fait des arrêts, des personnes écrivent sur la route «freedom of circulation», protégées par les banderoles et puis on repart. Il y a pas tellement de flics, on arrive devant le centre, et tout de suite ça se met à taper. On entend pas grand chose de l'autre côté, des coups qui tambourinent de quelqu'un qu'on imagine être en isolement, puisque séparé des cellules du bloc principal.

Sans avoir besoin de le dire, la samba s'étale, les gens se rassemblent pour dissimuler ceux et celles qui s'en donnent à cœur joie sur les grilles. Tout ça prend un peu de temps, mais à un moment, les boulons du bas sautent, la grille est soulevée, et une personne parvient à se glisser en dessous. C'est à ce moment que les flics anti-émeutes se ramènent, et font une barrière dans le couloir qui permettrait d'atteindre la deuxième rangée de grillage. Pourquoi maintenant et pas plus tôt? Tout ça sonne un peu bizarre, comme si on nous laissait nous défouler, dans une certaine mesure. Quelles étaient les limites à ne pas dépasser? Pourtant, c'est allé plutôt loin, puisqu'on s'est déplacé jusqu'à la porte principale. Les matons, qui faisaient les fiers, se sont pris des cailloux et de la terre dans la gueule. D'autres flics sont arrivés en renforts, et se sont mis en ligne devant la porte. Volées de cailloux, épis de maïs, boîtier électrique... tout ce qui a pu servir de projectile a volé au dessus de la grille! Une ligne de personnes s'acharne sur la porte à coups de pied, dont une partie cède facilement. Les flics se retrouvent obligés de la maintenir avec leurs boucliers pour qu'elle ne s'effondre pas! Malgré les offensives plutôt directes, les insultes crachées à la gueule et les projectiles, rien, pas une riposte, pas un jet de gaz lacrymogène... Étrange..

Mais c'est la fin des réjouissances, quand d'autres renforts encore arrivent de l'autre côté. Ils avaient quand même prévu le coup, parce très vite y'avait plusieurs combis. Sans vraiment de consultation collective, la foule se rassemble et la plupart des gens qui avaient caché leur visage se démasquent. Sans doute, on aurait pu continuer encore un peu, et on a était plusieurs à trouver ça un peu absurde de se démasquer à 3 mètres des caméras, mais quand ça commence tout le monde doit suivre, sinon ceux qui restent deviennent les principaux suspects! Une attention collective est portée à ce que personne ne soit laissé en arrière, et que les personnes qui ont pris le plus de risques ne soient pas isolées. Plutôt chouette de n'entendre aucune désolidarisation par rapport aux moyens de destruction directe ou au choix de conflit porté vers les flics. C'est rare, en ces temps de délations où citoyennisme et pacifisme semblent gagner du terrain...

[...]

(trouvé quelque part sur internet)

LeS oBSTaCLeS à lA LiBeRTé

L'Etat prévoit de construire vers 2013 au moins quatre nouvelles prisons (à Dendermonde, Beveren, Leuze-en-Hainaut et Marche-en-Famennes) et vers 2015 la nouvelle méga-prison à Bruxelles (qui serait construite à Haren). Ces prisons seront construites sur le modèle d'une collaboration publique-privée: l'Etat paye les frais, les entreprises vont non seulement les construire, mais aussi les gérer au nom de l'Etat.

Une des manières parmi d'autres à la disposition de ceux qui veulent se battre contre ces projets de nouvelles prisons, qui combattent pour la liberté, donc pour une transformation radicale de cette société et non pas pour protéger et perpétuer l'ordre existant, consisterait à identifier et saboter les constructeurs de nouvelles prisons. Peut-être pas tellement parce qu'ainsi, on pourrait espérer les "obliger" à arrêter les travaux, mais plutôt parce que les saboter signifie diffuser partout le refus d'une société carcérale, en mots et en actes.

Et donc, voici le lot des vautours de l'enfermement:

* Le consortium BAM et plus spécifiquement ses branches belges Interbuild et Galère, le tout financé par les banques Dexia, KBC et ABN-AMRO.
* Le consortium Eiffage Benelux
* Le consortium "Future Prisons", comprenant les entreprises Cordeel, Willemen, SNC Lavalin et Cofinimmo.
* Les bureaux d'architectes Jaspers - Eyers & Partners, Stéphane Beel Architectes, VK Engineering.

Évidemment, encore plein d'autres petites entreprises feront leur beurre avec la construction des nouvelles prisons. On ne tardera pas à mettre en lumière leur implication.


voor de nederlandstalige versie:
krantbuitendienst.blogspot.com

colofon

Hors Service est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines. Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.

Contact

hors.service@hotmail.com
http://journalhorsservice.blogspot.com

Abonnement de soutien

Vous pouvez prendre un abonnement de soutien en versant mensuellement une contribution de 5 euro (ou plus...) sur notre compte 063-4974489-73 (IBAN BE 27 0634 9744 8973). Mentionnez clairement votre adresse et nous vous enverrons chaque nouveau numéro.

Distribution

Si vous voulez distribuer Hors Service (dans la rue, dans des bars, dans des asbl...), contactez nous. Vous pouvez venir chercher un paquet dans un point de distribution (la liste se trouve sur notre site) ou nous pouvons vous envoyer directement un colis.